DIAL 3423

VENEZUELA - Le pays joue son avenir après avoir élu l'Assemblée nationale constituante

Ariel Noyola Rodríguez

vendredi 15 septembre 2017, mis en ligne par Dial

Les trois derniers textes de ce numéro de septembre présentent trois regards sur la situation au Venezuela, celui des dirigeants chinois d'abord, puis, dans cet entretien, celui d'Aram Aharonian, journaliste uruguayen fondateur de TeleSUR [1], et enfin celui de Thomas Posado, docteur en science politique ayant réalisé sa thèse sur le syndicalisme vénézuélien.
L'entretien ci-dessous a été conduit par Ariel Noyola Rodríguez, économiste diplômé de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et membre du Centre de recherches sur la mondialisation, Global Research (Canada). Il a été publié dans la section Opinion du site de Russia Today le 2 août 2017.

Contre vents et marées, les Vénézuéliens se sont rendus aux urnes le dimanche 30 juillet dernier pour élire leurs représentants à l'Assemblée nationale constituante [2]. On a dénombré plus de huit millions de votes, ce qui donne une participation d'environ 40% du corps électoral. L'opposition de droite, avec à sa tête la Table de l'unité démocratique (MUD), en plus d'annoncer qu'elle n'irait pas voter, a appelé à boycotter l'élection quelques semaines avant sa tenue, et averti que, sous aucun prétexte, elle ne reconnaîtrait les résultats du scrutin. Puis, en pleine journée électorale, les opposants locaux se sont livrés à des manifestations violentes, tout comme ils l'ont fait au cours des quatre derniers mois.

Mais l'opposition locale n'est pas le seul front sur lequel le chavisme doit se battre. La campagne internationale de lynchage, dans laquelle le gouvernement des États-Unis [3] est aux avant-postes, a enflé d'une manière exponentielle durant les quelques jours précédant l'élection de l'Assemblée nationale constituante. En effet, après avoir annoncé une série de sanctions à l'encontre de 13 hauts fonctionnaires du gouvernement vénézuélien, de militaires et de cadres de la société pétrolière d'État PDVSA, Trump s'en est pris au président Nicolás Maduro lui-même, en gelant tous les actifs de celui-ci se trouvent sous juridiction états-unienne, et en interdisant aux citoyens des États-Unis de conclure quelque accord que ce soit avec lui. Dans le même temps, plusieurs pays d'Amérique latine ont décidé de soutenir les actions du magnat de New York, notamment la Colombie, le Panamá, le Pérou et le Mexique.

RT reproduit en exclusivité l'entrevue réalisée par Ariel Noyola Rodríguez avec **Aram Aharonian**, journaliste uruguayen, fondateur de TeleSUR et spécialiste des questions relatives à l'intégration régionale latino-américaine. Selon Aharonian, une fois passée l'élection destinée à former l'Assemblée nationale constituante, le moment est maintenant venu, pour le gouvernement vénézuélien, de réaliser des avancées décisives ; pour le chavisme, il n'y a pas d'autre solution que de réaliser un bilan critique pour éviter les erreurs commises par le passé et relancer le projet émancipateur. L'avenir de tout un pays est en jeu.

Les médias ont largement fait écho aux déclarations des hauts fonctionnaires du gouvernement états-unien qui, d'une façon ou d'une autre, donnent à l'opinion publique l'image d'un pays plongé dans le chaos. Certes, le gouvernement de Nicolás Maduro suscite un certain

mécontentement social, principalement à cause de la débâcle économique, mais beaucoup pensent que cette situation a été récupérée par les médias pour créer un consensus en faveur d'un changement de régime. À l'issue des élections organisées pour former l'Assemblée nationale constituante, quel regard portes-tu sur ce processus ? Quel est le message envoyé par le peuple vénézuélien au monde ?

Il y a plusieurs éléments qu'il convient de rappeler pour analyser la situation. Premièrement, le président des États-Unis lui-même, Donald Trump, a pris les commandes de l'opération, sachant qu'il ne pouvait compter ni sur une opposition sans tête (au sens large du terme), qui n'a fait que dilapider ses ressources pendant des lustres, entraînant frustration après frustration, ni sur son ministère des colonies, l'Organisation des États américains (OEA), où il n'y avait pas de consensus pour une déclaration commune, et encore moins pour une intervention.

Le 13 juillet dernier, au siège de la mission états-unienne de l'OEA à Washington, l'ex-représentant permanent des États-Unis auprès de cet organisme, Michael Fitzpatrick, et le directeur pour l'Amérique latine du Conseil de sécurité national, Juan Cruz, ont instruit et soumis à un chantage des diplomates d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Asie pour qu'ils entament une vigoureuse campagne médiatique contre l'Assemblée nationale constituante et annoncent des sanctions à l'encontre du Venezuela, à l'instar de ce que faisaient les États-Unis.

Le président du Panamá, Juan Carlos Varela, twitte le 16 juillet : « Suspendre la Constituante […] est le seul moyen d'obtenir la paix au Venezuela ». Le président colombien, Juan Manuel Santos, demande le 17 juillet que l'on « démantèle la Constituante », le jour même où Trump déclare que « les États-Unis prendront des mesures économiques fortes et rapides ». Le Brésil, l'Argentine, le Costa Rica, Porto Rico, le Pérou et le Mexique s'alignent sur les États-Unis [4], tout comme la haute représentante de l'Union européenne pour la politique extérieure, Federica Mogherini.

Ils ne cessent pas pour autant leurs efforts pour condamner, diaboliser, isoler le Venezuela bolivarien, moteur de la renaissance de l'idéal d'intégration régionale. Les meneurs de l'opposition peuvent difficilement changer de ligne, malgré leur manque de crédibilité et leurs échecs en chaîne : la violence ne donne rien de bon, uniquement des morts (plus de 110) et des blessés (environ 1 500) en moins de quatre mois.

En second lieu, peut-être qu'il n'est pas juste de qualifier de terrorisme tous les actes de violence de la rue. Mais empêcher les gens de sortir de chez eux par la force et sous la menace est tout à fait caractéristique du terrorisme : *c'est un acte commis contre la population civile*, qui se fonde sur la violence et qui engendre la peur ou la terreur. Occulter les meurtres horribles perpétrés – par le feu – sur des gens du peuple par les provocateurs, cela ne tient pas de l'erreur, ni de coïncidences, mais de politiques pensées dans des laboratoires inhumains, destinées à semer la terreur et convaincre l'opinion publique. Une chose semblable est en train de passer avec l'État islamique [5] et la guerre en cours en Syrie. Ce que la presse occidentale assimile à du terrorisme inhumain sous d'autres latitudes est une ode à la démocratie au Venezuela.

Troisièmement, il faut voir que nous vivons une guerre de quatrième génération, où ce qui importe n'est pas tant la réalité réelle que la réalité virtuelle, l'imaginaire collectif imposé par les médias de masse aux mains d'un nombre de plus en plus réduit d'entreprises transnationales. Le problème est que cette post-vérité (ce mensonge) a été acceptée par le gouvernement des États-Unis et assumée par 14 gouvernements d'Amérique latine de concert avec l'Union européenne. La scène médiatique légitime toute la violence déployée par l'opposition, en la présentant comme étant juste, épique et nécessaire.

La réponse des Vénézuéliens a consisté en une mobilisation électorale massive, qui montre le degré de conscience atteint par le peuple depuis 1999. Les gens sont sortis pour vaincre la violence, la terreur, ils ont assumé leur épopée de manière personnelle et communautaire (franchissant rivières et cours d'eau, rues bloquées, échappant aux paramilitaires et aux voyous), en faisant l'impossible pour accomplir leur devoir civique, politique, éthique et moral, faisant fi des menaces (et des balles, bombes et mortiers) de l'intérieur et de l'extérieur. Et en nous rappelant ce 13 avril 2002 quand ce même « peuple indomptable »

est descendu dans la rue, Constitution en main, pour exiger le retour de son président constitutionnel Hugo Chávez, brièvement renversé par un coup d'État civil et militaire avec le soutien des États-Unis et des droites espagnole et colombienne, entre autres.

Selon le président Nicolás Maduro, l'objectif central de l'Assemblée nationale constituante est de rédiger une nouvelle Constitution. Autrement dit, par le biais d'une nouvelle Carta Magna, il s'agit de refonder l'État vénézuélien, de relancer le projet historique dirigé par le commandant Chávez. Qu'attends-tu de la nouvelle Constitution vénézuélienne ? Est-ce qu'il suffit de modifier les lois pour régler les problèmes structurels d'une manière radicale ?

Le Venezuela est en proie à des problèmes à la fois structurels et conjoncturels. Il ne fait aucun doute que le soutien reçu par le gouvernement de Nicolás Maduro requiert désormais un sérieux coup de barre incluant les transformations politiques, économiques, sociales et culturelles à réaliser pour le renforcement d'un État socialiste fondé sur les communautés, sur les intérêts du peuple. Et qui assure, avant tout, l'approvisionnement en nourriture et en médicaments.

On a enregistré ces derniers mois une augmentation notable de la distribution de denrées alimentaires et la quasi-disparition des files d'attente devant les magasins qui duraient des heures. Cela s'ajoute aux réajustements périodiques des salaires et des retraites. Car pour Chávez la dette sociale n'était pas négociable, c'était une question économique absolument prioritaire.

Il serait irréaliste de penser qu'une élection mettra fin au conflit politique, mais *une pièce nouvelle est désormais sur l'échiquier : l'existence d'une Assemblée nationale constituante* qui pourrait tout à fait aggraver le conflit ou bien aider à le surmonter en engageant un processus de négociations, éventuellement avec un accompagnement international. Les bases de l'accord auquel on parviendrait pourraient même être inscrites dans la Constitution d'un commun accord et faire l'objet d'une consultation consensuelle avant l'élection présidentielle.

Il serait de même irréaliste de croire qu'un nouveau texte réglera tous les problèmes, qui se sont accumulés durant des décennies parce qu'on n'a pas su sortir de la dépendance à la rente pétrolière, si rien n'est fait pour nationaliser la banque et contrôler le taux de change, industrialiser le pays, garantir la souveraineté alimentaire, réaliser un audit de la dette extérieure… Il faudra aussi affronter ceux qui, de l'intérieur, cherchent à détruire l'héritage d'Hugo Chávez – ce que l'ex-président qualifiait d'inefficience, d'inefficacité et de corruption – et les apatrides prêts à livrer le Venezuela – et ses ressources naturelles – aux intérêts des États-Unis et des sociétés transnationales.

D'aucuns pensent que si le gouvernement de Donald Trump impose davantage de sanctions économiques au Venezuela, l'économie états-unienne risque d'en pâtir gravement. D'un côté, beaucoup d'entreprises nord-américaines dépendent des importations de brut vénézuélien. D'un autre côté, s'il advenait que le Venezuela ne rembourse pas ses dettes, les banques états-uniennes rencontreraient elles aussi de sérieux problèmes. Pour cette raison, est-il possible que les sanctions économiques prises par Trump contre l'économie du Venezuela finissent par gêner en premier lieu les États-Unis ? Penses-tu que Trump va reculer ou que, au contraire, il va imposer d'autres sanctions ?

Je suis journaliste et ne prétends pas avoir des compétences de futurologue, mais je crois cependant que Trump, avec l'arrogance qui le caractérise tant, s'est peut-être imaginé (ou c'est ce que lui ont faire croire les sénateurs Marco Rubio et Bob Menéndez, qui travaillent avec l'opposition) que les Vénézuéliens allaient descendre dans la rue pour demander l'intervention de troupes états-uniennes – il n'a pas eu l'occasion de bien évaluer la situation.

Peut-être que se déclarer en cessation de paiement (une incapacité à rembourser la dette extérieure ou la dette intérieure avec des créanciers internationaux actifs au Venezuela), possibilité si souvent évoquée par de nombreux « analystes » états-uniens, compliquerait encore plus les choses pour la banque transnationale que le gouvernement de Maduro lui-même.

Les sanctions à l'encontre du brut vénézuélien toucheraient le plus durement les détenteurs d'obligations. La possibilité d'une suspension des importations états-uniennes de pétrole vénézuélien, principale source de devises du pays, a de quoi inquiéter : sans elles, le Venezuela ne pourrait importer tous les biens de première nécessité dont il a besoin – il en produit à peine un tiers –, ni tenir les engagements financiers importants qu'il a sur la scène internationale. Une sanction très gênante serait de l'empêcher de signer de nouveaux contrats avec le gouvernement fédéral par le biais de sa filiale, CITGO.

Au cours des dernières semaines, plusieurs raffineries de brut vénézuélien ont mené des actions de lobbying auprès de l'administration Trump pour éviter que cela se produise. Ce type de mesure pourrait avoir pour conséquence que les États-Uniens en subissent les effets les plus nocifs, sous la forme d'une augmentation du prix du combustible et de l'énergie en général pour la consommation intérieure. Cependant, il n'est pas garanti qu'une réduction supplémentaire de sa marge de manœuvre suffise à pousser le régime bolivarien vers une solution négociée.

Les dirigeants de l'opposition font remarquer qu'un embargo pétrolier des États-Unis (pour tous les Vénézuéliens) serait une très mauvaise idée, qui fracturerait le bloc des 14 pays latino-américains qui les soutiennent aujourd'hui. Il y en a même qui considèrent que le triomphe du gouvernement le 30 juillet est dû en partie à l'ingérence directe de Trump. La mesure pourrait être prise sans l'aval du Congrès, en vertu de la Loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationale (IEEPA en anglais), au motif qu'il existerait une menace extérieure pour la sécurité des États-Unis.

Les réserves internationales du Venezuela ont atteint le niveau le plus bas des 15 dernières années, soit moins de 10 milliards de dollars. Et, à cause de ses problèmes de trésorerie, Caracas bénéficie déjà d'un moratoire sur le remboursement de ses dettes envers la Chine. Parallèlement, le gouvernement vénézuélien a continué de payer les détenteurs d'obligations de Wall Street, en réduisant ses dépenses d'importation.

Pour finir, j'aimerais aborder avec toi le sujet des alliés et des adversaires du gouvernement vénézuélien au plan international. Dans cette offensive menée par les États-Unis contre le Venezuela, quel rôle jouent des pays comme la Russie et la Chine, et dans quelle mesure font-ils contrepoids pour neutraliser les attaques des États-Unis ? D'autre part, tout semble indiquer que des pays comme la Colombie et le Mexique, voire le Panamá et le Pérou, collaborent très étroitement avec le gouvernement de Trump pour imposer un changement de régime au Venezuela. Pourquoi le Venezuela est-il si important sur l'échiquier latino-américain ? Une éventuelle chute du chavisme sonnerait-elle la fin de projets d'intégration régionale comme le Mercosur ou Petrocaribe tels que nous les connaissons ?

La pression internationale à l'encontre du gouvernement vénézuélien ne sort pas de la zone d'influence de Washington et tout semble indiquer qu'elle ne pourra s'étendre sans d'abord négocier avec la Russie et la Chine, puissants alliés économiques et politiques, depuis plus de quinze ans, du pays latino-américain qui possède les plus grandes réserves de pétrole. Le Venezuela est la principale destination des investissements de la Chine en Amérique latine et le deuxième partenaire commercial de la Russie dans la région.

Jusqu'à présent, les principales institutions multilatérales n'ont pas réussi à s'entendre sur un accord – demandé par les États-Unis – visant le Venezuela. La Chine et la Russie ont bloqué tous les projets interventionnistes au Conseil de sécurité des Nations unies (ONU). L'Uruguay s'est opposé à un communiqué plus ferme et à ce que le Venezuela soit expulsé du Marché commun du Sud (le Mercosur, composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela), et les pays caribéens ont rendu impossible un accord au sein de l'OEA, organisme d'où le Venezuela a entamé les démarches pour sortir. Pour ceux qui participent à la campagne de lobbying anti-Venezuea, principalement à Washington, il est temps d'envoyer des signaux forts indiquant que « le monde » (c'est-à-dire eux-mêmes) veut éviter une guerre civile et une crise migratoire.

Depuis 1999, le Venezuela a été la locomotive de l'intégration latino-américaine et caribéenne, ainsi que le

porte-étendard du combat contre les traités de libre-échange. D'où l'offensive implacable des nouveaux régimes néolibéraux pour l'isoler de toute organisation régionale. En même temps, ils sont en train de vider de leur substance et de rendre invisibles les institutions dont la mise sur pied a demandé tant d'efforts, comme le Mercosur, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

L'Argentin Mauricio Macri, le Brésilien Michel Temer et le Paraguayen Horacio Cartes sont en train de faire du Mercosur un club d'amis de la droite sud-américaine, naturellement avec de puissants soutiens de l'extérieur de la région. Ils sont unis par leur adhésion sans nuance au néolibéralisme, leurs liens avec des affaires de corruption retentissantes, leur perméabilité aux prescriptions des États-Unis, et leur vision commune d'un Mercosur ouvert au libre-échange.

Au sommet de Mendoza, ils ont fait pression pour qu'un accord de libre-échange soit signé avec l'Union européenne en décembre et ont convenu d'accélérer la convergence avec l'Alliance du Pacifique (pays partisans du libre-échange), après avoir signé une déclaration sur le projet de couloir ferroviaire d'un océan à l'autre, qui unira le port de Santos, au Brésil (sur l'océan Atlantique) au port d'Ilo, au Pérou (sur le Pacifique) en passant par la Bolivie. Ces accords de convergence peuvent constituer une très grave menace pour la production et le travail de millions de Sud-Américains des pays du Mercosur.

D'autre part, les plans des sociétés pétrolières des États-Unis concernant les Caraïbes passent par leur principale plateforme énergétique et géopolitique, Petrocaribe, et par son soutien, créateur et promoteur, le Venezuela. Elles cherchent à créer un climat d'insécurité et d'inquiétude dans le but de décourager les appuis aux accords de coopération et essayent d'amener ses pays membres (en jouant sur la peur) à signer des contrats désavantageux et financièrement nocifs avec les transnationales états-uniennes.

Contrastant avec l'instabilité et le fort endettement que signifie l'alternative états-unienne du gaz naturel pour la région, Petrocaribe (malgré toutes les complications rencontrées par l'entreprise publique vénézuélienne PDVSA du fait de la chute brutale des cours du pétrole) continue d'afficher des résultats positifs : elle couvre 32% des besoins pétroliers de la Caraïbe, et elle contribue pour 25% au produit intérieur brut (PIB) de chacun des pays de la région ; les raffineries et les sociétés mixtes dirigées par l'entreprise PDV Caribe facilitent l'accès aux hydrocarbures, et les modalités solidaires de paiement évitent que l'endettement se transforme en un joug qui limite leurs possibilités de croissance économique. Pour cette raison, les États-Unis veulent en finir avec Petrocaribe.

Nul doute que le Venezuela se trouve à un moment crucial de son histoire. Il faudra être très attentifs à ce qui va se passer dans les prochaines semaines. Le panorama peut changer radicalement d'un moment à l'autre. Aram, je te remercie beaucoup de nous avoir fait part de vos réflexions sur ce qui se passe dans un pays qui occupe une place très importante sur le continent latino-américain.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3423.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Russia Today, 2 août 2017.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] DIAL avait déjà traduit et publié un de ses textes (DIAL 2638 - « VENEZUELA - L'opposition poursuit le combat. Le gouvernement marque des points. Les deux continuent à se faire face. ») et

plusieurs ont paru en espagnol sur le site AlterInfos - DIAL (« AMÉRICA LATINA - “Quizá no nos dimos cuenta de que los enemigos no estaban sólo afuera”, Conversacion con Aram Aharonian, Vicepresidente de Telesur », « Venezuela, ejemplo cívico :… ¿y ahora qué ? », « VENEZUELA - Un largo y tenso camino hasta el 30 de julio »).

[2] https://actualidad.rt.com/actualidad/245726-nicolas-maduro-pronuncia-constituyente.

[3] https://actualidad.rt.com/actualidad/245790-eeuu-sanciones-maduro-venezuela.

[4] https://actualidad.rt.com/actualidad/245779-peru-convoca-reunion-cancilleres-paises-contra-venezuela.

[5] https://actualidad.rt.com/actualidad/245870-comparacion-isis-grupos-violentos-venezuela.